Les enseignements d'une généalogie cornouaillaise

Dispersion familiale et mobilité individuelle en Bretagne (XIXe-XXe siècles)

The lessons of a Cornish genealogy. Family dispersion and personal mobility in Brittany (19th-20th centuries)

Fabrice Boudjaaba et Jean Le Bihan

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2674>

DOI : 10.4000/abpo.2674

ISBN : 978-2-7535-3304-2

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2013

Pagination : 151-179

ISBN : 978-2-7535-3302-8

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Fabrice Boudjaaba et Jean Le Bihan, « Les enseignements d'une généalogie cornouaillaise », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 120-4 | 2013, mis en ligne le 30 décembre 2015, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2674> ; DOI : 10.4000/abpo.2674

Les enseignements d'une généalogie cornouaillaise

Dispersion familiale et mobilité individuelle en Bretagne (XIX^e-XX^e siècles)¹

Fabrice BOUDJAABA

chargé de recherche au CNRS – CRH UMR 8558, École des hautes études
en sciences sociales

Jean LE BIHAN

maître de conférences en histoire contemporaine – CERHIO UMR 6258,
université Rennes 2

Soucieux de dépasser et de compléter l'analyse macro-historique des mouvements migratoires en appréhendant les processus de mobilité dans toute leur complexité², les historiens ont, de longue date, fait une place de choix à la question des rapports entre fait familial et fait migratoire, et, par suite, régulièrement recouru dans leurs travaux aux généalogies³. De l'exploitation plus ou moins systématique des généalogies familiales il a résulté une meilleure compréhension, et des mouvements massifs de population caractéristiques de la période contemporaine, au premier chef de ce que l'on a coutume d'appeler l'exode rural, et des ressorts de la mobilité individuelle, dont il paraît désormais admis qu'elle doit

1. Remerciements à Yann Lagadec pour sa relecture, à Georges Provost pour la recherche qu'il a effectuée pour notre compte aux archives départementales du Finistère, enfin à Sophie Lhermitte pour la diligence avec laquelle elle a facilité notre travail au Centre d'histoire du XIX^e siècle.

2. LUCASSEN, Jan et Leo (dir.), *Migration, migration history, history: old paradigms and new perspectives*, Berne, Peter Lang, 454 p.

3. On pense évidemment à l'enquête TRA, dont l'une des ambitions premières était de mieux pister les migrants, qui étaient jusque-là les parents pauvres de la reconstitution des familles (voir le numéro spécial des *Annales de Démographie historique*, « 3000 familles vingt ans après », 2004/1). L'ouvrage de Paul-André ROSENAL, *Les sentiers invisibles. Espace, familles et migrations dans la France du 19^e siècle*, Paris, Editions de l'EHESS, 1999, 255 p, constitue, à ce jour, l'une des exploitations les plus importantes de cette enquête.

être réinscrite dans l'histoire, plus longue et par définition collective, des groupes familiaux. La découverte fortuite de la généalogie descendante d'une famille d'origine cornouaillaise, dont le fondateur, un cultivateur de Scaër, a vécu entre le Premier et le Second Empire, invite à créditer d'une étude de cas supplémentaire cette historiographie qui, quelque bien constituée qu'elle soit désormais, continue d'être travaillée par de multiples désaccords tenant aussi bien aux techniques et méthodes à employer pour reconstituer des généalogies scientifiquement pertinentes, qu'à l'interprétation qu'il convient de donner des informations que ces généalogies contiennent sous le rapport de la mobilité⁴. Si cette étude de cas paraît propre à livrer quelques enseignements sur la mobilité à l'époque contemporaine, tout spécialement au cours des années 1850-1950, à l'heure, donc, du grand désenclavement des campagnes françaises, c'est en raison de la nature assez exceptionnelle de la généalogie mise au jour. Celle-ci possède en effet deux caractères qui la rendent particulièrement digne d'intérêt pour le chercheur : elle peut être considérée comme complète ou presque ; elle intéresse une famille particulièrement prolifique puisque son fondateur ne compte pas moins de 140 arrière-petits-enfants et environ 1 650 descendants – toutes générations confondues – à la fin du xx^e siècle, ce qui autorise à la soumettre, tout du moins en partie, à une analyse statistique.

Cette source est d'autant plus intéressante qu'en plus d'être singulière à l'échelle nationale, les généalogies du même type – contemporaines, complètement reconstituées et très abondantes – étant manifestement très rares⁵, elle intéresse une population – les paysans bas-bretons – pour laquelle il reste beaucoup à connaître sous le rapport des migrations. L'examen des travaux disponibles révèle en effet un intérêt privilégié de la communauté historienne au sens large pour l'étude de l'émigration des ruraux bretons hors de Bretagne, principalement vers la région pari-

4. Voir, par exemple, la discussion critique de l'ouvrage précité de Paul-André Rosental et de celui de Colin G. POOLEY et Jean TURNBUL, *Migration and Mobility in Britain since the XVIIIth Century*, London, Routledge, 1998, 419 p., dans les *Annales de Démographie Historique*, « Les migrations au scalpel », 2002/2, p. 101-160, ainsi que les réponses des auteurs.

5. La seule enquête répondant à tous ces critères est à notre connaissance celle de Jean-François Grenouiller : voir GRENOUILLER, Jean-François, « Les descendants d'un ménage de jardiniers de Vienne (Isère) 1804-1981 (Exposé de soutenance de thèse de 3^e cycle – novembre 1981) », *Bulletin du Centre Pierre Léon*, 1982/2, p. 31. Citons toutefois une autre étude qui, quoique d'ampleur plus modeste et ne satisfaisant pas complètement les critères susdits, contient des développements intrinsèquement très intéressants et, de surcroît, porte sur la Bretagne : WEBER, Anne, *Deux familles en Bretagne du sud au XIX^e siècle : implantation, mobilité géographique et évolution sociale*, mémoire de maîtrise Université Paris 1, 1985, 101-xvii p.

sienne⁶, l'Anjou⁷ et l'Amérique du Nord⁸, sorte d'écho, dans ce secteur historiographique spécifique, à la réflexion plus générale sur les difficultés rencontrées à la charnière des XIX^e et XIX^e siècles par la population rurale bretonne, tout à la fois surabondante en raison de sa « surfécondité »⁹ et empêchée d'écouler tout son trop-plein dans les villes alentour compte tenu de la sous-industrialisation de la région. Il y a fort à parier que cette focalisation sur l'émigration extérieure a conduit par contre-coup à déséquilibrer l'étude des migrations bretonnes aux dépens des déplacements internes à la Bretagne¹⁰. Les flux de courte et moyenne distance ne sont certes pas complètement occultés par l'historiographie ; mais quand ils sont évoqués, c'est toujours ou presque sous un angle macro-statistique qui cantonne l'analyse à un niveau de généralité difficilement compatible avec une compréhension fine des ressorts et des formes de la mobilité

6. Cette question fait une place importante à la prise en charge des migrants bretons par l'Église catholique : voir sur ce point COMPTE, Béatrice, *Deux associations d'aide aux Bretons de Paris : la « Paroisse bretonne » et la société « La Bretagne » (1863-1939)*, mémoire de maîtrise, université Paris 1, 1979, 171 p. Citons encore, à titre d'exemples et au sein d'une littérature désormais assez abondante : DUTERTRE, Marc, *Bretons de Versailles. L'intégration des migrants au début du XX^e siècle*, mémoire de master 2, université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, 2008, 298 p. ; MOCH, Leslie Page, *The Pariahs of Yesterday. Breton Migrants in Paris, London*, Duke University Press, 2012 ; PRADO, Patrick, « Le va et le vient : migrants bretons à Paris », *Ethnologie française*, 10/2, 1980, p. 191-196 ; PRADO, Patrick et BARBICHON, Guy, *Vivre sa ville. Migrants bretons et champ urbain*, Paris, Centre d'ethnologie française, 1978, 219 p.

7. Avec une insistance bien compréhensible sur l'établissement des Bretons à Trélazé, principal pôle de fixation de la diaspora bretonne dans la région : FAUCHET, Catherine et HUGUES, Nathalie, « La ville noire, terre de migrations bretonnes : Trélazé, 1850-1914 », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 104/3, 1997, p. 201-211 ; HOUEMONT, Pascal, « L'immigration aux ardoisières de Trélazé : un exemple atypique dans l'histoire minière française (fin 19^e-milieu 20^e siècle) », *ibid.*, 109/4, 2002, p. 125-143 ; MARAIS, Jean-Luc, « Les Bretons, les curés, les patrons : l'immigration bretonne et l'Eglise à Trélazé et Angers (1860-1939) », *ibid.*, 96/1, 1989, p. 73-100 et 96/3, 1989, p. 323-354.

8. Il est impossible d'inventorier complètement ici cette historiographie nébuleuse, composée de plusieurs mémoires de maîtrise et de toute une série d'articles publiés dans des revues régionales ou locales, scientifiques ou de vulgarisation, tels ceux de Grégoire Le Clech, dont il faudra un jour faire la synthèse. Notons seulement que le renforcement récent de la coopération scientifique franco-qubécoise a eu pour heureux effet d'amorcer le renouvellement de ce champ de recherche, comme en témoigne l'organisation, en 2011, du colloque *Les immigrants français au Canada à l'époque de la Grande Migration transatlantique (1870-1914)*, dont plusieurs communications intéressent plus ou moins directement les Bretons émigrés outre-Atlantique (*E-CRINI*, 3, 2012 [en ligne]). Signalons encore, pour la période la plus récente, la thèse inédite de Linda GUIDROUX, *Appartenances culturelles et ethnologie des migrations : les Bretons migrants au Québec depuis 1950*, thèse d'ethnologie, Université de Bretagne occidentale et Université Laval, 2010, 595 p.

9. BELLLOT, Nicolas, « Héritage, facteur culturels et comportements démographiques en Bretagne », *Démographie et cultures*, Paris, PUF, 2010, p. 549.

10. Significativement, sur les 24 articles recensés dans la base bibliographique DIPOUEST et qui intéressent, fût-ce indirectement, les migrations des Bretons à l'époque contemporaine, pas moins de 17 avaient trait, en décembre 2012, à des flux dirigés vers l'extérieur de la région [<http://services.univ-rennes2.fr/dipouest/>].

individuelle¹¹. En vérité, les seuls travaux qui se sont attachés à corrélérer mobilité spatiale et fait familial sont ceux des ethnologues et sociologues, mais avec cette réserve importante que les déplacements individuels sont saisis dans le cadre exclusif des localités étudiées – le plus souvent une commune ou un groupe de communes – et qu'ils ne sont donc pas traqués au-delà d'un périmètre qui reste celui de la mobilité au sens strict¹². Au total, l'état de l'art paraît donc comme écartelé entre une insistance sur les déplacements de proximité, jugés typiques des sociétés rurales traditionnelles, et une polarisation sur les migrations les plus lointaines, associées à la « fin des terroirs¹³ ». Il s'ensuit qu'un tableau synthétique des migrations des Bretons à l'époque contemporaine, enrichi des apports récents de la démographie historique, est pour l'heure impossible à brosser, et que le jugement formulé il y a vingt ans par Michel Lagrée selon lequel le vieil ouvrage de l'abbé Gautier¹⁴ n'avait toujours pas été remplacé à cette date¹⁵, est toujours d'actualité, ce qui, nous le verrons, n'est pas sans incidence sur le contenu même des travaux consacrés, hier et aujourd'hui, aux migrations bretonnes.

La présente étude voudrait proposer une autre approche de l'histoire des migrations bretonnes ; accessoirement, elle se veut aussi une réflexion d'ordre plus général sur la fécondité heuristique des généalogies familiales dans l'analyse des pratiques migratoires contemporaines et, pour tout dire, un plaidoyer pour en systématiser l'usage autant que faire se peut, étant bien entendu qu'à ces deux titres se posera en fin d'analyse le problème de la généralisation des résultats obtenus, problème que, faute d'enquêtes en tout point similaires, il ne sera pas possible de résoudre.

Nous commencerons par présenter l'enquête en essayant de situer socialement le fondateur de la famille étudiée, en décrivant les sources qui ont permis de reconstituer la généalogie de cette famille, enfin en exposant les choix que nous avons faits pour l'analyser. Puis nous en mesurerons la dispersion géographique, d'abord globalement, ensuite à l'échelle des

11. À titre d'exemple mais pour une période légèrement antérieure à celle étudiée dans cet article : KERMOAL, Christian, « Les migrations paysannes dans les campagnes trégorroises vers 1820 », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 100/4, 1993, p. 545-463, étude fondée sur le dépouillement des actes de mariage de 131 communes.

12. Dans cette perspective, l'étude des migrations se confond très fréquemment avec l'analyse de l'aire matrimoniale de la population étudiée. Renvoyons, au sein d'une assez longue liste, à : BARTHÉLÉMY DE SAIZIEU, Tiphaine, *Terres, familles et société dans une commune de Basse-Bretagne : Kergloff aux XIX^e et XX^e siècles*, thèse d'ethnologie, EHESS, chapitre 2, partie 2 ; BURGUIÈRE, André, *Bretons de Plozévet*, Paris, Flammarion, 1975, p. 42-47 ; SÉGALEN, Martine, *Quinze générations de Bas-Bretons. Parenté et société dans le pays bigouden sud 1720-1980*, Paris, Presses universitaires de France, 1985, p. 19-42.

13. WEBER, Eugen, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale 1870-1914*, Paris, Fayard, éd. française 1983, 839 p.

14. GAUTIER, Elie (abbé), *L'émigration bretonne. Où vont les Bretons émigrants. Leurs conditions de vie*, Paris, Bulletin de l'Entr'aide bretonne de la région parisienne, 1953, 287 p.

15. LAGRÉE, Michel, *Religion et cultures en Bretagne 1850-1950*, Paris, Fayard, 1992, p. 333.

différentes lignées qui la composent. Le constat que les destins migratoires de ces lignées sont très différenciés nous conduira à développer pour finir une réflexion relative à l'incidence du fait lignager sur les déplacements observés.

Présentation de l'enquête

L'étude porte sur 206 individus, le fondateur compris. Ce dernier, Bertrand L.¹⁶ (1812-1869), a vécu dans la commune de Scaër, située dans le sud du département du Finistère. De vieille souche scaëroise¹⁷, il appartient de toute évidence à la bonne paysannerie. Nous ne possédons malheureusement pas sa déclaration de succession¹⁸ et l'examen des matrices cadastrales ne permet pas d'estimer précisément sa fortune foncière. Au surplus, s'il figure bien sur les listes de censitaires de la commune dans les années 1840, il n'y occupe qu'un rang plutôt modeste : 155^e sur 255 en 1843 et 174^e sur 249 en 1846¹⁹. Mais sans doute faut-il tenir compte de l'âge qui est alors le sien et surtout du fait que son père n'est pas encore décédé. En revanche, ce dernier est l'un des plus gros propriétaires de la commune sous Louis-Philippe. Il apparaît en effet sur les listes électorales en 8^e position en 1837, en 7^e position en 1843 et en 10^e position en 1846²⁰. Précisons aussi que Louis L., son père, a exercé à plusieurs reprises les fonctions de conseiller municipal sous la monarchie de Juillet²¹. D'autres indices encore tendent à accréditer l'idée que Bertrand L. appartient à la paysannerie aisée : ainsi son grand-père paternel a-t-il compté parmi les « notables habitants » signataires du cahier de doléances de la paroisse²², et la plupart de ses bisaïeux et trisaïeux se classaient-ils par leur fortune parmi les « coqs de village » scaërois à la fin de l'Ancien Régime²³. Lui-même sait lire et écrire²⁴. Il emploie deux domestiques en 1861²⁵ et possède avec les autres cohéritiers de son père quelque 64 hectares de terres en 1855, composées

16. L'anonymat des membres de la famille étudiée a été respecté à des fins de discrétion.

17. Six de ses arrière-grands-parents sont nés à Scaër, les deux autres dans des paroisses limitrophes (registres paroissiaux de Kernével, Guiscriff et Scaër).

18. La table des déclarations de succession ne renvoie à aucune déclaration mais signale qu'une donation a eu lieu antérieurement au décès, donation que nous ne sommes pas parvenus à retrouver (arch. dép. du Finistère 3 Q 114 – Tables des décès, successions et absences, 1866-1870).

19. Arch. dép. du Finistère 3 M 62 – Listes électorales, monarchie de Juillet.

20. Arch. dép. du Finistère 3 M 62 – Listes électorales, monarchie de Juillet.

21. Il est élu à plusieurs reprises à l'assemblée municipale, au moins en 1831, 1840 et 1846 (arch. dép. du Finistère 3 M 140 – Conseil municipal de Scaër. Procès-verbaux d'élection des 10 décembre 1831, 16 juin 1840 et 13 septembre 1846).

22. Arch. dép. du Finistère 10 B 11/20 – Cahier de doléances de Scaër, 4 avril 1789.

23. LOAEC, Gwenaël, *Vie quotidienne des paroissiens de Scaër au XVIII^e siècle d'après leurs inventaires après décès*, mémoire de maîtrise, Université de Bretagne occidentale, 1992, p. 130, 141, 143, 178.

24. Arch. dép. du Finistère 3 M 140 – Conseil municipal de Scaër. Procès-verbaux d'élection des 16 juin 1840 et 2 juillet 1843.

25. Arch. dép. du Finistère 6 M 18 – Recensement de la commune de Scaër, 1861.

pour partie de labours, pour partie de landes²⁶. Ajoutons que l'un de ses oncles fut percepteur²⁷, ce qui signifie que s'il n'était pas membre des élites locales, il était au moins étroitement lié à celles-ci²⁸. Enfin, il est très vraisemblable qu'il ait été conseiller municipal de Scaër sous le Second Empire, même s'il est en toute rigueur impossible de l'affirmer dans la mesure où les procès-verbaux d'élection consultés sont trop peu précis pour lever tout risque de confusion avec un hypothétique homonyme²⁹.

Bertrand L. s'est marié deux fois, en 1834 et 1844. De ses deux mariages, sont nés, entre 1838 et 1860, 8 enfants ayant accédé à l'âge adulte. À leur tour, ceux-ci ont eu, entre 1866 et 1910, 57 enfants ayant atteint l'âge de 20 ans. Au moment où la collecte des données a été effectuée (*infra*), seuls 2 d'entre eux, âgés de 90 et de 82 ans, étaient encore vivants. La génération 4, enfin, comprend 140 membres, nés entre 1890 et 1952. La moitié d'entre eux environ étaient encore vivants lorsque les données individuelles ont été rassemblées, mais 9 % seulement étaient alors âgés de moins de 60 ans, ce qui autorise à considérer que l'on peut étudier dans de bonnes conditions la mobilité géographique de ce groupe. La généalogie descendante mise à contribution ici est cependant limitée sous deux rapports : elle exclut les individus n'ayant pas atteint l'âge de 20 ans et ne va pas au-delà de la quatrième génération, c'est-à-dire celle des arrière-petits-enfants du fondateur. La première de ces deux restrictions, si elle est directement induite par la méthode mise au point pour rassembler les données individuelles, n'est pas moins parfaitement tolérable sur le plan scientifique dans la mesure où l'incidence sur les pratiques migratoires du nombre et du comportement des individus morts avant l'âge de 20 ans peut être supposée insignifiante. La seconde s'explique par le fait que la cinquième génération des descendants du fondateur était très majoritairement composée d'individus non seulement vivants mais, pour certains, jeunes encore au moment où cette enquête de terrain a été menée : sa prise en compte eût ainsi conduit à comparer des trajectoires spatiales et sociales achevées et inachevées, ce qui aurait biaisé le raisonnement.

Les données utilisées ont été extraites d'un fichier bien plus vaste, constitué entre 1989 et 1992. Ce dernier recense la presque totalité des descendants de l'individu fondateur, précisément 1 592 individus sur un total d'environ 1 650, si bien qu'au vu des critères adoptés par René Jette et Hubert Charbonneau pour caractériser les différents types de généalogie descendante, il peut être considéré comme complet³⁰. Il avait été lui-même élaboré à partir de deux sources primitives. D'abord un texte dactylogra-

26. Arch. dép. du Finistère 3 P 276/5 et 7 – Scaër. Matrices cadastrales 1829-1914.

27. Etat civil de Scaër – Mariages, 1844.

28. LE BIHAN, Jean, *Au service de l'Etat. Les fonctionnaires au XIX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 134-136.

29. Arch. dép. du Finistère 3 M 224 – Conseil municipal de Scaër. Procès-verbaux d'élection des 28 juillet 1855, 18 août 1859 et 22 juillet 1865.

30. JETTE, René et CHARBONNEAU, Hubert, « Généalogies descendantes et analyse démographique », *Annales de démographie historique*, 1984, p. 45-54.

phié rédigé par l'un des petits-enfants du fondateur aux alentours de 1960 et consistant en une série de petites notices sur les individus des générations 2 et 3³¹. Ce texte est diversement précis, mais il indique généralement la profession et le lieu dans lequel chaque individu a vécu ou vivait toujours au moment de son écriture, et fournit par ailleurs quelques informations sur son conjoint et ses enfants³². Sans doute n'a-t-il pas été conçu avec la rigueur d'une enquête scientifique, mais sa confrontation avec d'autres sources – état civil et témoignages familiaux – prouve qu'il ne comporte pratiquement aucune erreur³³. Il faut souligner son importance. Sans lui, il n'eût tout simplement pas été possible de contourner les deux difficultés qui font ordinairement obstacle à la reconstitution de généalogies descendantes populaires au XX^e siècle, à savoir la mobilité accrue des individus d'une part, et l'incommunicabilité légale des registres de l'état civil d'autre part. Cette première source était cependant loin d'être suffisante puisqu'elle ne dit mot ou presque des membres de la génération 4. Aussi a-t-il fallu la com-

31. L. Pierre, « 1815. Généalogie de la famille L. de Goarem-Vraz en Scaër », texte dactylographié, 7 p, sd (coll. pers.). Pierre L. (1891-1974) est le fils aîné de Pierre L. (1855-1930), fondateur de la lignée 5. Il fut gérant d'une coopérative agricole et a passé toute sa vie adulte à Paimpol, une petite ville située sur le littoral des Côtes-du-Nord. C'est à la demande de son neveu, Pierre L. (1930-), qu'il a rédigé cette petite chronique familiale une dizaine d'années avant que ne débute la vogue de la « généalogie ordinaire » (LORQUIN, Claire-Emmanuelle, « La généalogie ordinaire », dans BARTHÉLÉMY, Tiphaine et PINGAUD, Marie-Claude [dir.], *La généalogie entre science et passion*, Paris, Editions du CTHS, 1997, p. 407-418), alors qu'il avait 70 ans environ. Un peu à la manière des bourgeois lyonnais (RODET, Chantal, *Généalogies. Le récit bourgeois, XIX^e et XX^e siècles*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2010, p. 79), l'oncle dédie d'ailleurs son texte au neveu : « Dédié à Pierre L., docteur ».

32. Pierre L. procède de manière itérative : lignée par lignée, il brosse le portrait du fondateur, qu'il agrémente à l'occasion d'anecdotes puisées à ses souvenirs (ainsi p. 1 : « Louis de Moustren (demi-frère de ton grand-père) était mon parrain et nous avions une sympathie sincère l'un pour l'autre. Les étrennes, en général, étaient assurées à l'époque jusqu'à la première communion. Mon parrain dépassa ce stade conventionnel et avait l'intention de continuer si la mort ne l'avait pas frappé alors que j'avais au moins une quinzaine d'année. »), puis passe en revue chacun de ses enfants (ainsi p. 4 : « Françoise (Çoise Bannalec), marié à Laurence C., clerc-de-notaire à l'étude de M^e Tanguy à Bannalec. Femme intelligente, une certaine instruction, un moment donné se destinait à la vie religieuse »). On ne sait comment a procédé Pierre L. pour réunir ces informations. Les avait-il toutes en tête ? S'est-il renseigné auprès de parents ? Il est en tout cas certain qu'il n'a négligé aucune lignée ; mieux, il n'a commis aucun oubli ou presque (*infra*) et c'est d'ailleurs concernant la lignée 5 qu'il se montre le moins disert, très certainement parce que le dédicataire de son texte en avait déjà lui-même une bonne connaissance.

33. Préliminairement à l'enquête réalisée en 1989-1992, la réalité de tous les « événements familiaux » – naissances, mariages, décès – survenus avant 1892 et que relate le texte a été vérifiée au moyen de l'état civil. Il est apparu que Pierre L. n'en a omis aucun, entendons qu'il a bien énuméré la totalité des membres des générations 2 et 3, à l'exception seulement de son oncle René L. (1849-1863) et de cinq de ses cousins morts en bas âge ; mais ces lacunes n'ont aucune incidence sur le traitement des données recueillies puisque l'analyse ne prend en compte que les individus ayant atteint l'âge de 20 ans (*supra*). S'agissant des événements survenus après 1992, ce sont les témoignages des individus contactés en 1989-1992 (*infra*) qui ont permis d'attester, avec le même succès, la véracité du texte.

pléter. Pour cela, plusieurs dizaines de descendants de l'individu fondateur ont été recherchés, contactés, puis interrogés, toujours entre 1989 et 1992, la plupart à distance, au moyen de questionnaires écrits, une poignée au cours d'entretiens³⁴. Comme la première, cette seconde source présente d'inévitables limites. Les données recueillies ne sont pas, en effet, à proprement parler exhaustives, certains individus n'ayant pu être retrouvés, quelques autres ayant refusé de collaborer. Ceci étant, comme on le reverra, le nombre d'informations rassemblées s'avère suffisant pour fonder une analyse probante. Et surtout, il n'était, ici encore, aucun autre moyen de procéder.

De ces deux sources, nous avons extrait les informations suivantes : l'année et la commune de naissance, la position dans la fratrie, l'année et la commune de décès, la profession et le lieu de vie. La notion à première vue sibylline de « lieu de vie » désigne la commune dans laquelle l'individu a passé l'essentiel de son existence adulte. Ce choix méthodologique est propre à susciter de légitimes interrogations. On peut en premier lieu alléguer qu'il est des individus auxquels on ne peut rétrospectivement assigner de lieu de vie principal, soit parce qu'ils n'ont cessé de changer de résidence au cours de leur existence, soit parce qu'ils ont partagé cette dernière, de manière égale ou presque égale, entre plusieurs lieux. On peut en second lieu reprocher à cette manière de procéder de figer le raisonnement, de l'appauvrir en le privant de dimension temporelle : il est de fait que le parcours migratoire d'un individu ne se résume pas toujours, tant s'en faut, au fait de quitter sa commune de naissance. La première de ces deux objections vaut très précisément pour huit individus du fichier : trois fonctionnaires, deux religieuses et un prêtre. Pour en tenir compte, nous nous sommes simplement abstenus de rapporter les trajectoires géographiques de ces individus à un lieu unique. À la seconde objection nous ne pouvons, certes, répondre de manière pleinement satisfaisante. Nous nous bornerons à dire que chaque méthode a ses avantages et ses inconvénients, que nulle n'est sans limite, et, surtout, que la notion de lieu de vie possède tout de même le précieux avantage d'être à tout coup significative. Fondée sur les représentations, elle désigne en effet le lieu où un individu a vécu suffisamment de temps à l'âge adulte pour que la mémoire familiale l'asso-

34. Comme toujours dans une enquête de ce type, le travail de collecte des données s'est fait pragmatiquement. L'auteur de l'enquête de 1989-1992, lui-même membre de la lignée 5, a d'abord retrouvé et rencontré des descendants de chaque sous-lignée, puis, à partir des renseignements fournis par ceux-ci, est parvenu à se trouver un correspondant dans chacune des fractions de la descendance de Bertrand L. (1812-1869) existant à cette date, la fraction familiale correspondant, selon les cas, à la famille nucléaire ou bien à la descendance d'un couple jusqu'à la troisième génération. À chacun de ces correspondants, il a enfin demandé de renseigner, pour tous les individus membres de sa fraction de famille ainsi que pour leurs conjoints, une fiche individuelle comprenant les rubriques suivantes : nom; prénom; date et lieu de naissance; date(s) et lieu(x) des mariage(s); date et lieu de décès; lieu(x) de vie; profession. En tout, il a réalisé une quarantaine d'entretiens et envoyé environ 800 courriers – en comptant les relances.

cie à ce lieu. En somme, le lieu de vie est l'endroit où l'individu « a fait sa vie », comme on dit³⁵.

Cette manière de procéder, qui emprunte quelque peu à l'ethnologie, permet en tout cas d'obvier aux inconvénients présentés par les méthodes d'investigation classiquement fondées sur l'état civil. On le sait, nul ne peut dire pour quelle durée valent les mentions de résidence contenues dans les actes de mariage. Certes, comme l'a montré, Paul-André Rosental, l'enquête TRA permet de contourner cette difficulté dans la mesure où un individu peut être suivi à travers ses différentes apparitions dans l'état civil, à l'occasion de son ou de ses mariages mais aussi de la naissance de ses enfants et de son décès, et même en d'autres circonstances en qualité de témoin. Plusieurs travaux récents montrent, de même, tout le fruit que l'on peut tirer de l'exploitation des registres matricules militaires, qui mentionnent les domiciles successifs des anciens conscrits jusqu'à leur sortie de l'armée territoriale de réserve, et permettent donc de suivre leurs pérégrinations de l'âge de 20 ans à l'âge de 45 ans³⁶. Il reste que ces mentions successives sont toutes valables à un moment donné et que leur nombre diminue considérablement une fois les individus entrés dans l'âge mûr puisque ceux qui, passé la quarantaine, se marient ou ont des enfants se raréfient et que les sources militaires ne permettent plus alors d'en pister aucun. La notion de lieu de vie présente pour sa part le grand avantage d'écarter tous les changements de résidence ponctuels et non significatifs, donc d'autoriser une distinction sûre entre les individus qui n'ont jamais quitté leur commune de naissance et ceux qui l'ont durablement quittée – puisque c'est ainsi que leurs apparentés se souviennent d'eux – pour une migration de courte ou de longue distance, définitive ou non. Au total, 85 % des 206 membres de cette famille se sont vu attribuer un lieu de vie précis et 90 % un lieu de vie approximatif³⁷. Les lacunes concernent les générations 3 et 4; elles tiennent à la fois à l'impossibilité, évoquée plus haut, de retrouver certains individus et au choix d'exclure quelques informations jugées peu sûres.

Ainsi disposons-nous d'une étude de cas aussi singulière que précieuse, permettant de suivre, à l'heure de l'ouverture des campagnes et sur quatre générations, la destinée d'une famille d'origine cornouaillaise. Comparée

35. Une autre objection encore, propre à la présente enquête, pourrait pointer le fait que tous les individus composant la génération 4 n'avaient pas encore fini de « faire leur vie » en 1992; mais ceux-là n'étaient qu'une poignée : à la date en question, 4 % seulement étaient âgés de moins cinquante ans et 9 % avaient moins de soixante ans.

36. FARCY, Jean-Claude et FAURE, Alain, *La mobilité d'une génération de Français : recherche sur les migrations et les déménagements dans et vers Paris à la fin du XIX^e siècle*, Paris, INED, 2003, 591 p.; KESZTENBAUM, Lionel, *Une histoire d'espace et de patrimoine. Familles et migration dans la France de la Troisième République, 1870-1940*, thèse de sciences économiques, Institut d'études politiques de Paris, 2006, 496 p.

37. Par attribution d'un lieu de vie précis, nous entendons qu'une commune a pu être associée à un individu. Dans quelques cas, cependant, les recherches n'ont permis de connaître que la région où tel individu a fait sa vie, principalement la région parisienne. Selon les calculs à effectuer, les lieux de vie approximatifs – 11 au total – ne seront pas pris en compte.

aux travaux possédant une visée similaire, elle se singularise en définitive de deux façons : elle fonde l'identification des lieux de vie des individus sur la mémoire familiale et prend en compte l'ensemble des branches de cette généalogie descendante, aussi bien masculines que féminines³⁸.

La répartition de la famille L. à la génération 4

Les données collectées invitent d'abord à mesurer la dispersion de la famille L. telle qu'elle s'est effectuée à partir du foyer scaërois. Nous considérerons pour ce faire la génération 4, qui marque l'aboutissement provisoire de ce phénomène de dispersion, et examinerons la répartition spatiale de ses 140 membres de manière globale. L'enquête a permis d'assigner un lieu de vie exact à 114 des 140 arrière-petits-enfants de Bertrand L. et un lieu de vie approximatif à 125 d'entre eux.

On est d'emblée frappé par la capacité de rétention du berceau familial. Trente-trois individus de la génération 4 auront passé l'essentiel de leur vie à Scaër. En leur sein, les cultivateurs dominent : ils sont exactement 15 sur les 18 individus dont la profession est connue. Le maintien sur place, à Scaër même, de près d'un tiers des arrière-petits-enfants du fondateur peut s'expliquer de différentes façons. Sans doute faut-il d'abord invoquer le relatif dynamisme de la commune, attesté par la progression continue de sa population depuis la Restauration jusqu'à la Seconde Guerre mondiale³⁹, et fondé tout à la fois sur l'agriculture, qui, comme ailleurs dans le Sud-Finistère, se modernise précocement⁴⁰, et sur un tissu assez diversifié d'activités artisanales et industrielles⁴¹. Ajoutons que Scaër possède le statut de chef-lieu de canton, ce qui n'a pu qu'ajouter à sa vitalité, particulièrement entre le milieu du XIX^e siècle et le milieu du XX^e siècle⁴². Ce dynamisme s'est interrompu, certes, après la Seconde Guerre mondiale. Scaër est alors entré dans une longue période de déclin⁴³, qui touche peut-être à sa fin aujourd'hui⁴⁴. Pour de simples raisons chronologiques, ce retournement de conjoncture locale n'a cependant pu annuler les effets de la période antérieure ; au maximum il les a atténués, en perspective longue s'entend. Un

38. L'exclusion des branches féminines aurait conduit à diminuer de moitié le nombre d'individus étudiés puisque très précisément 95 individus sur 206, soit 48 %, portent le même patronyme que le fondateur.

39. NICOLAS, Alice, *Etude d'une commune rurale, Scaër*, mémoire de maîtrise de géographie, Université de Bretagne occidentale, 1974, p. 51.

40. CANEVET, Corentin, *Le modèle agricole breton*, Rennes, PUR, 1992, p. 341-357.

41. NICOLAS, Alice, *Etude d'une commune rurale...*, *op. cit.*, p. 183 et suivantes.

42. Voir l'analyse, aisément transposable à la Bretagne, de Corinne MARACHE, « Une petite ville à la campagne ? Le statut intermédiaire du chef-lieu de canton à travers l'exemple du monde rural aquitain (milieu XIX^e-milieu XX^e siècle) », dans LAGADEC, Yann, LE BIHAN, Jean et TANGUY, Jean-François (dir.), *Le canton. Un territoire du quotidien ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, p. 86.

43. GILLES, Henri, *1945-2000 : le déclin de la commune de Scaër*, mémoire de maîtrise de géographie, Université Paris-IV, 2004, 118 p.

44. *Ibidem*, p. 88-89.

ultime facteur a pesé sur la capacité de rétention de la commune d'origine : sa taille, considérable. Scaër est en effet la commune la plus étendue de Bretagne ; d'une superficie de 117 km², elle s'étale sur quelque 16 kilomètres du nord au sud. Bien des déplacements qui se seraient traduits ailleurs par le franchissement d'une, voire de plusieurs frontières communales, sont donc ici invisibles, inexistant même, ce qui accroît mécaniquement le nombre d'individus recensés dans la commune de Scaër.

Douze individus vivent ou ont vécu dans les environs immédiats de la commune d'origine. Cette zone comprend l'ensemble des localités situées dans un rayon de douze kilomètres alentour. Ces 12 individus se divisent, à parts *grosso modo* égales, entre cultivateurs et commerçants. La figure 1 fait apparaître qu'ils se répartissent exclusivement dans les communes situées à l'ouest de Scaër, qui forment comme un arc allant de Coray à Bannalec, en passant par Tournay et Kernével⁴⁵. Cette dissymétrie spatiale mérite d'être notée : ceux des descendants de Bertrand L. qui ont migré à proximité immédiate de Scaër ont fixé leur choix sur les communes les plus dynamiques, situées sur la route de Quimper, la ville-préfecture, ou du littoral. Il faut préciser que les communes situées à l'est de Scaër appartiennent au Morbihan voisin. Ainsi peut-on imaginer qu'un effet-frontière est venu renforcer l'écart de dynamisme et partant d'attractivité existant entre les zones situées à l'ouest et à l'est de la commune d'origine⁴⁶. En tout état de cause, si l'on additionne l'ensemble de ces individus, ceux localisés à Scaër même et ceux localisés dans ses environs, on trouve que 36 % des arrière-petits-enfants de Bertrand L. vivent ou ont vécu dans ce que l'on peut regarder comme le berceau de la famille. Si ce taux est évidemment difficile à commenter en l'absence d'enquête comparable à la nôtre, on peut penser qu'il n'est pas négligeable. À tout le moins fournit-il une première mesure, simple et éloquente, de la dispersion spatiale de cette famille bas-bretonne à l'heure de l'urbanisation et de l'industrialisation du pays.

Quatre-vingts individus ont donc passé l'essentiel de leur existence en dehors de Scaër et de ses environs proches. Parmi eux, 34 ont été localisés dans le reste du Finistère et dans le Morbihan (figure 1). Précisons tout de suite que cette zone n'a aucune signification comme telle ; elle n'a été construite que pour les besoins de cette description et à partir du seul critère de la distance à la commune d'origine. Encore constate-t-on, à la lecture de la carte 1, qu'aucun des 34 individus en question ne vit en fait à plus de 70 kilomètres de Scaër. Le record de distance appartient à Marguerite M. (1903-?), établie à Brest. À l'évidence, la répartition de ce groupe de descendants tient à la combinaison de deux facteurs. D'abord la proximité du foyer familial. On voit bien, grâce à la carte 1, que ce groupe se concentre

45. La commune de Kernével est associée à celle de Rosporden depuis 1974.

46. Cet écart apparaît nettement à la lecture de la carte de l'évolution de la population communale bretonne en perspective longue (LE BIHAN, Jean et OLLIVRO, Jean, « Un siècle et demi d'évolution de la population communale bretonne : 1851-1999 », *Noréis*, n° 184, 1999, p. 562).

Figure 1 – La dispersion géographique de la famille L. à la génération 4 (à l'échelle du Finistère et du Morbihan) (réalisation J. Le Bihan)

dans un triangle dont les trois sommets sont Carhaix au nord, Treffogat au sud-ouest et Hennebont au sud-est. On a là comme la marque d'une deuxième couronne de diffusion, d'un rayon d'une quarantaine de kilomètres. En son sein, quelques pôles émergent : cinq arrière-petits-enfants de Bertrand L. vivent ou ont vécu à Gourin, trois à Carhaix etc. Le second facteur est l'attractivité du littoral sud, l'une des zones les plus dynamiques du Finistère à laquelle ses multiples atouts ont valu de connaître un essor spectaculaire, dont témoignent à la fois son développement économique et son dynamisme démographique⁴⁷. Proximité de Scaër oblige, les arrière-petits-enfants établis le long de la côte cornouaillaise ont privilégié la zone comprise entre l'anse de Bénodet et l'estuaire de l'Aven (Fouesnant, Concarneau, Riec-sur-Belon, Moëlan-sur-Mer). Si les professions exercées par ces 29 individus ne sont malheureusement pas toutes connues, celles qui le sont laissent à penser que les fonctionnaires sont assez nombreux dans ce groupe, ce qui n'aurait rien d'étonnant quand on sait que la forte croissance démographique de la zone littorale a entraîné la création sur place de nombreux emplois publics tout au long de la période considérée.

Enfin, 46 individus, soit un bon tiers des représentants de la génération 4, vivent ou ont vécu en dehors des trois départements précités. La

47. OLLIVRO, Jean, *Bretagne. 150 ans d'évolution démographique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, chapitre 2.

Figure 2 – La dispersion géographique de la famille L. à la génération 4 (à l'échelle nationale) (réalisation J. Le Bihan)

figure 2 fait apparaître trois localisations principales. La première est la région parisienne, où se sont établis 14 individus, parmi lesquels six ont été repérés avec certitude à Paris même, un autre à Persan (dans l'actuel Val-d'Oise), un autre encore à Villeneuve-le-Roi (dans l'actuel Val-de-Marne). Le comportement de la famille L. ne présente sous ce rapport aucune originalité, Paris et sa région n'ayant cessé de constituer, depuis le ^{xix}^e siècle, la principale destination de l'émigration extérieure bretonne⁴⁸. Ici encore, le nombre de professions exercées est malheureusement trop faible pour autoriser des conclusions tranchées. Tout juste peut-on avancer, sur la foi des quelques informations collectées, que se mêlent dans ce groupe des individus aux destins professionnels et sociaux contrastés, certains appartenant au monde ouvrier, d'autres à la fonction publique, d'autres

48. GAUTIER, Élie (abbé), *L'émigration bretonne...*, *op. cit.*, p. 64-75; pour la période récente, LAURENT, Loeiz, « Les hommes et leurs espaces. Les mouvements de population », dans LE RHUN, Pierre-Yves, *Géographie et aménagement de la Bretagne*, Morlaix, Skol Vreizh, 1994, p. 32-41.

encore exerçant une profession libérale. Deuxième destination, le Canada, plus précisément le Canada central – Saskatchewan et Alberta – où ont été localisés huit arrière-petits-enfants de Bertrand L. Tous sont issus du couple formé par Jean C. (1865-1945) et Marie-Jeanne L. (1872-1960), qui se sont établis outre-Atlantique en 1912⁴⁹, à l'issue d'une décennie qui a vu le mouvement d'émigration dirigé vers le Canada atteindre son apogée, et les provinces de l'ouest de la Confédération se peupler à vive allure⁵⁰. Il faut rappeler que Scaër jouxte la zone dans laquelle les départs pour l'Amérique du Nord ont été les plus nombreux au tournant du xx^e siècle, zone que d'aucuns ont appelée pour cette raison le « pays des Américains⁵¹ ». Six membres de cette fratrie ont été cultivateurs, comme leurs parents et la grande majorité des colons établis dans les plaines du Canada central avant la Première Guerre mondiale⁵². Le troisième et dernier pôle est la région nantaise, où ont été localisés sept individus : cinq à Nantes même, un autre à Saint-Nazaire, un dernier dans la banlieue nantaise, à Vertou précisément. À certains égards, abstraction faite de la distance à Scaër, ce pôle bas-ligérien apparaît comme l'extrémité orientale et décalée du ruban sud-cornouaillais identifié plus haut, d'autant que ce groupe de Nantais se signale lui aussi par la présence en son sein de plusieurs fonctionnaires, auxquels s'ajoutent quelques employés. Il faut dire que l'attractivité de Nantes sur les populations bas-bretonnes, en plus d'être ancienne⁵³, a été renforcée par le développement industriel de la Basse-Loire à partir de la fin du xix^e siècle⁵⁴.

Rapporté aux rares éléments statistiques disponibles sur les destinations des émigrants scaërois au xx^e siècle, le comportement de la famille L. apparaît somme toute assez ordinaire. La comparaison entre les cartes 1 et 2 et celles élaborées par A. Nicolas au début des années 1970 est particulièrement probante : on peut y observer la même attractivité de la Cornouaille littorale, et, à plus petite échelle, de la région parisienne, de la Basse-Loire et de la Normandie⁵⁵. Quant aux départs pour le Canada, s'ils ont disparu à cette date, ils n'ont pas moins été assez massifs, un temps, à Scaër, comme

49. LE BIHAN, Jean, « Enquête sur une famille bretonne émigrée au Canada (1903-1920) », *Prairie Forum, The Journal of the Canadian Plains Research Center*, University of Regina, 22/1, 1997, 73-101.

50. LAPOINTE, Richard et TESSIER, Lucille, *Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan*, Regina, Société historique de la Saskatchewan, 1986, p. 76.

51. PATAULT, Marie-Valérie, *Breton Emigration to the United States*, mémoire de maîtrise de langue et civilisation anglaise, Université Rennes 2, partie 2, chapitre 2.

52. LAPOINTE, Richard et TESSIER Lucille, *Histoire des Franco-Canadiens...*, op. cit., p. 75; PYÉE Audrey, « Les migrations françaises vers les Prairies canadiennes, 1870-1914 », *E-CRINI*, 3, 2012 (en ligne).

53. CASTELLI-BOURHIS, Evelyne et al., *Venir à Nantes avant d'être damné. Migrations rurales bas-bretonnes vers Nantes XIX^e-XX^e siècles*, Morlaix, Skol Vreizh, 2000, 167 p.; CROIX, Alain (dir.), *Nantais venus d'ailleurs. Histoire des étrangers à Nantes des origines à nos jours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, p. 75-76, 88-89, 151-156.

54. GAUTIER, Élie (abbé), *L'émigration bretonne...*, op. cit., p. 93-95.

55. NICOLAS, Alice, *Etude d'une commune rurale...*, op. cit., p. 119-122.

l'a montré l'enquête plus ancienne de G. Le Bail⁵⁶. Quelques particularités significatives méritent toutefois d'être soulignées. Certaines localités paraissent jouir d'une sorte de sur-attractivité, mais c'est là manifestement une illusion d'optique. L'examen minutieux des trajectoires des individus qui y vivent ou y ont vécu laisse en effet à penser que les membres de cette génération ont effectué peu de migrations en chaîne. Au vu des informations collectées, on peut supposer que cette configuration n'a concerné que deux sœurs, Jeanne C. (1910-) et Joséphine C. (1913-), l'une et l'autre natives de Bannalec et qui ont successivement migré dans la région nantaise à la toute fin des années 1930. Le plus souvent, une concentration exceptionnelle de membres de la famille L. dans une localité donnée signale seulement que la migration a eu lieu à la génération précédente et que plusieurs enfants issus du couple migrant sont restés sur place. La règle vaut, en un sens, pour le Canada, comme nous l'avons vu. Elle vaut aussi pour Landerneau, où sont restés vivre trois des neuf enfants de Marie-Renée L. (1878-1960), qui s'était installée dans ce chef-lieu de canton léonard au cours de l'entre-deux-guerres. On peut encore citer, à titre d'exemple, la petite colonie euroise, entièrement issue de Bertrand M. (1878-1951), qui était parti tenter sa chance en Normandie au début du siècle, comme d'autres cultivateurs scaërois⁵⁷. Notons que cette diaspora familiale est, à l'inverse, faiblement polarisée par la ville de Brest, la plus peuplée du département, dont on sait pourtant qu'elle n'a cessé d'exercer une grande attraction sur la population finistérienne en général et la population scaëroise en particulier tout au long du xx^e siècle⁵⁸.

Ce dernier constat invite à formuler encore une remarque, relative au statut géographique des localités où les arrière-petits-enfants de Bertrand L. ont passé leur existence. Il n'était malheureusement pas possible de classer ces localités en communes urbaines et communes rurales, car, pour avoir du sens, cette opération eût exigé que les individus considérés fussent observés à une même date, ce que ne permettaient pas les données rassemblées. Aussi nous sommes-nous rabattus sur leur statut administratif, qui est, au moins partiellement, corrélé à leur taille. Les résultats obtenus sont les suivants : 13 % des individus composant la génération 4 vivent ou ont vécu dans un chef-lieu de département, 4 % dans un chef-lieu d'arrondissement, 59 % dans un chef-lieu de canton et 22 % dans une simple commune. En excluant les Scaërois du calcul, autrement dit en ne prenant en compte que les localités dans lesquelles ont migré les descendants de Bertrand L., que ce soit à la génération 4 ou à l'une des deux précédentes, les chiffres passent respectivement à 19 %, 6 %, 41 % et 35 %. Voilà qui est éloquent : ceux des membres de cette famille qui ont quitté la commune d'origine ne se sont pas massivement dirigés vers les villes, du moins pas

56. LE BAIL, Georges, *L'émigration rurale et les migrations temporaires dans le Finistère*, Paris, M. Giard et E. Brière, 1913, p. 31.

57. *Ibid.*, p. 31, 45.

58. *Ibid.*, p. 40 et NICOLAS, Alice, *Etude d'une commune rurale...*, *op. cit.*, p. 119.

vers les plus grandes, et beaucoup ont au contraire fixé leur choix sur de gros bourgs. Ainsi cette étude de cas, parce qu'elle envisage la dispersion d'une famille d'origine rurale à partir de son point de départ, offre-t-elle une nouvelle confirmation des limites du modèle de l'exode rural, longtemps miné, comme l'a montré P.-A. Rosental, par un malheureux « finalisme urbain⁵⁹ ». Il n'est d'ailleurs que de revenir à la carte 1. Nous avons évoqué la faible attractivité de Brest sur cette famille bas-bretonne. Nous pouvons aussi observer qu'un seul de ses membres vit à Quimper et qu'aucun d'entre eux ne s'est installé à Lorient ou à Vannes, tandis que, comme le montre cette fois la carte 2, certains ont décidé de se fixer dans de toutes petites communes rurales : ainsi Renée L. (1927-) à Sidiailles, tout au sud du département du Cher, ou sa cousine germaine Simone L. (1927-) à Saint-Hilaire-le-Petit, à 30 kilomètres à l'est de Reims.

Changement d'échelle : la famille L. au prisme de ses lignées

Un simple coup d'œil à la généalogie de la famille L. révèle toutefois que les lignées issues de la génération 2 – du moins celles qui comptent un nombre assez significatif d'individus – ont connu des parcours migratoires extrêmement différenciés (voir Annexes). Ce constat invite à abandonner la perspective globale privilégiée jusque-ici pour étudier la dispersion qui a affecté la famille L. à l'échelle de chacune des lignées qui la composent.

La lignée 1 est issue de Louis L. (1838-1907), l'aîné de la fratrie et le seul enfant issu du premier mariage de son père. Louis L. a été cultivateur toute sa vie durant. Sur ses six enfants, cinq sont restés vivre à Scaër et cinq au moins ont travaillé la terre. Seul son dernier fils, lui aussi cultivateur, Jean L. (1882-1959), s'est expatrié à Gourin, à une quinzaine de kilomètres du foyer familial. Le mouvement de dispersion, s'il s'est quelque peu accusé à la génération suivante, est demeuré malgré tout limité. Précisément, 12 des 27 petits-enfants de Louis L. auront passé l'essentiel de leur vie à Scaër, et 14 à Scaër ou dans ses environs immédiats, c'est-à-dire dans l'espace que nous avons considéré plus haut comme le foyer de la famille. Parmi eux, tous ceux dont la profession a pu être identifiée ont été cultivateurs. Les autres membres de la génération 4 ont vécu dans un rayon d'une vingtaine de kilomètres autour de Scaër et plusieurs d'entre eux ont été cultivateurs.

Bertrand L. fils (1845-1921), le fondateur de la lignée 2, a été lui aussi cultivateur à Scaër. Il possède une qualité qui le distingue des membres de sa fratrie : il est le seul à avoir reçu une certaine instruction, dont il était supposé faire bénéficier ses jeunes frères et sœurs⁶⁰. Il importe peu

59. ROSENTAL, Paul-André, « L'exode rural. Mise à l'épreuve d'un modèle », *Politix*, 25, 1994, p. 59-72. Cette critique percutante et convaincante du modèle de l'exode rural est reprise dans *Les sentiers invisibles...*, *op. cit.*, partie 1, chapitre 1.

60. Voici précisément ce que note son neveu Pierre L. : « L'aîné du deuxième lit a fait réellement des études, commencées à 18 ans à Scaër où il est resté 2 ans. Avec ce bagage, il partit pour l'abbaye de Langonnet. On en a fait un lettré. On comptait sur lui pour instruire ses jeunes frères et sœurs » (« 1815. Généalogie... », *op. cit.*, p. 2).

de savoir en quoi a précisément consisté cette formation, sans doute peu poussée. L'essentiel est qu'elle a doté Bertrand L. fils d'une compétence distinctive, et a probablement suscité chez lui un rapport spécifique au savoir et à l'institution scolaire, comme en témoignent les souvenirs de volontarisme éducatif conservés par la mémoire familiale ainsi que les professions embrassées par certains de ses enfants. La fratrie issue de Bertrand L. fils a littéralement éclaté sur le plan spatial. Deux de ses huit enfants sont restés à Scaër, où ils ont été cultivateurs. Deux autres se sont un peu éloignés. Un garçon est parti s'installer à une cinquantaine de kilomètres, à Plogastel-Saint-Germain, où il a dirigé une étude notariale. Une fille est entrée dans la congrégation des Filles du Saint-Esprit, ce qui lui a valu de changer régulièrement de lieu de résidence, au gré des postes d'enseignante puis d'infirmière qu'elle a successivement occupés ; mais l'examen de sa carrière prouve elle n'a que très sporadiquement quitté la Basse-Bretagne⁶¹. Enfin, les quatre autres enfants de Bertrand L. fils ont mis les voiles pour des destinations autrement lointaines. Nous avons évoqué plus haut le cas de Marie-Jeanne L., émigrée au Canada. Il faut à présent préciser qu'elle avait été précédée dans son entreprise par ses deux plus jeunes frères, Bertrand L. (1883-1976) et Christophe L. (1886-1965), partis, eux, dès les toutes premières années du siècle. L'ultime trajectoire est de loin la plus singulière : l'aîné des garçons, devenu instituteur, a dû quitter la région suite à son implication dans une affaire d'homicide. Après avoir profité, un temps, de l'hospitalité de ses frères et sœur canadiens, il s'est fixé en Provence, où il a fini sa vie. Ainsi, qu'on l'envisage sous le rapport du nombre ou de l'ampleur des mouvements migratoires accomplis, il est frappant d'observer combien le mouvement de dispersion de cette lignée s'est effectué de manière brutale. Mais il s'est tassé ensuite. La lignée 2 est en effet la seule dans laquelle la répartition géographique des individus, calculée à partir de la distance à Scaër, est la même ou presque au sein des générations 3 et 4 : 28 % des petits-enfants de Bertrand fils vivent ou ont vécu à Scaër ou dans ses environs contre 25 % de ses enfants, respectivement 28 % et 25 % d'entre eux ont passé l'essentiel de leur existence dans le reste du Finistère et dans le Morbihan, enfin 44 % et 50 % d'entre eux ont été localisés dans le reste de l'Hexagone ou à l'étranger. Notons que la part des cultivateurs ne demeure pas moins importante à la génération 4. En tenant compte des lacunes de l'information collectée, on peut l'évaluer à environ 50 % : nouvelle preuve que le lien entre activité agricole et sédentarité n'a rien de systématique⁶². Les autres membres de la génération 4 se répartissent principalement entre enseignants et professionnels libéraux.

La trajectoire de Jean L. (1851-1915), le fondateur de la lignée 5, se signale quant à elle par un double caractère. Jean L. est l'un des deux

61. Archives de la maison provinciale de Saint-Brieuc de la congrégation des Filles du Saint-Esprit. Registre des sœurs, non coté. Fiche sœur F. de C.

62. BLUM, Alain, DE LA GORCE, Gilles et THÉLOT, Claude, « Mobilité sociale et migration géographique », *Population*, 40/3, 1985, p. 414.

enfants et le seul des fils de Bertrand L. à avoir quitté Scaër : il s'est s'établi dans la commune limitrophe de Tourn, où il a repris la ferme exploitée par son beau-père. C'est lui qui, par ailleurs, a eu le plus grand nombre d'enfants : 15 exactement, dont 13 ont atteint l'âge adulte. Cinq d'entre eux, parmi les plus âgés, n'ont pas quitté le foyer de la famille. Le fils aîné, Jean-Marie L. (1887-1946), a repris la ferme paternelle, une fille est revenue à Scaër après son mariage avec un cultivateur, enfin deux autres filles et un garçon sont devenus commerçants. L'examen des huit autres trajectoires appelle trois remarques. On constate d'abord que pour la première fois, qui sera aussi la seule, la descendance de Bertrand L. pénètre ici le monde ouvrier : deux des plus jeunes fils de Jean L. sont devenus manœuvres, l'aînée des filles, Marie-Renée L., déjà citée, a épousé un cantonnier et une autre a convolé avec un employé des chemins de fer. Deuxièmement, cette partie de la fratrie a vécu et dans l'Ouest et en région parisienne ; les enfants de Jean L. sont du reste les seuls membres de la génération 3 à s'être établis à Paris. Enfin, troisièmement, la lignée 5 est celle où le décrochage avec la terre, observable à travers le taux de paysans par fratrie, est le plus accusé. Ajoutons que le mouvement de dispersion de la famille s'est poursuivi à la génération suivante, mais modérément . La part des petits-enfants de Jean L. vivant à Scaër et dans ses environs a baissé, à 25 %. De même, la part de ceux dont l'existence se déroule ou s'est déroulée dans le reste du Finistère ou dans le Morbihan a diminué, tandis que la part de ceux qui se sont établis ailleurs en France, notamment à Nantes, a augmenté. Tout indique que les petits-enfants de Jean L. sont assez nombreux à être entrés dans la fonction publique ; du moins est-ce le cas de 40 % de ceux dont la profession a été identifiée. Plusieurs d'entre eux sont devenus enseignants.

Encore jeune au moment de la mort de son père, Pierre L. (1855-1930), le dernier des garçons et le fondateur de la lignée 7, s'est d'abord placé comme domestique agricole, à Scaër, position qu'il a occupée pendant une vingtaine d'années, puis s'est rendu propriétaire d'une exploitation agricole, située encore à Scaër, qu'il a dirigée jusqu'à sa mort. Il a eu neuf enfants. Quatre sont restés vivre dans la commune d'origine de la famille, parmi lesquels trois ont été cultivateurs. Un cinquième s'est établi dans la localité limitrophe de Coray, où il a tenu un commerce florissant. Quant aux autres, ils se sont un peu plus éloignés, sans toutefois franchir les limites de la Bretagne linguistique. Trois d'entre eux ont fondé une petite colonie familiale à Carhaix, à une quarantaine de kilomètres : Jean L. (1903-1984) a été le premier à s'installer dans la petite cité du Poher, au milieu des années 1920, attiré par un emploi de gérant de coopérative agricole ; son jeune frère René L. (1908-1990) et sa jeune sœur Jeanne L. (1910-1994) l'ont rejoint quelques années plus tard, chacun d'eux ouvrant un commerce sur place. À la génération suivante, la dynamique de dispersion s'est poursuivie. La part des individus vivant ou ayant vécu à Scaër ou dans ses environs, pour la plupart cultivateurs et commerçants, est tombée à 35 %. Celle des individus recensés ailleurs dans le Finistère et dans le Morbihan

a baissé également, tandis que s'est élevée la part de ceux repérés dans le reste voire en dehors de l'Hexagone. Plusieurs d'entre ces derniers ont accédé à des professions à haut niveau de qualification, en particulier dans le secteur médical.

Un mot, pour terminer, des autres enfants de Bertrand L. : Henri L. (1846-1915), Marie-Jeanne L. (1847-1917), Marie-Renée L. (1853-1918), enfin Marie-Anne L. (1860-1926). Les lignées auxquelles ils ont donné naissance se répartissent à première vue en deux groupes : trois lignées assez enracinées, les lignées 3, 4 et 6, le taux d'individus de la génération 4 vivant à Scaër ou dans ses environs s'élevant à 40 % dans la première, à 50 % dans la seconde et à 33 % dans la troisième ; et une lignée complètement déracinée, la lignée 7, dans laquelle ce taux est nul. Mais la faiblesse des effectifs en jeu invite à ne pas prêter aux comportements migratoires de ces lignées la même valeur significative qu'à ceux des quatre lignées principales. Nous n'évoquerons brièvement ici que la lignée 8, en raison de son atypisme significatif. Son histoire commence par une double rupture, spatiale et professionnelle : après avoir été quelque temps cultivateurs, Marie-Anne L. et son mari ont migré au chef-lieu de la commune, où ils ont ouvert un café. Leurs six enfants ont fait montre d'une forte stabilité au départ : cinq d'entre eux sont demeurés « au bourg » de Scaër, comme artisans ou commerçants ; seule l'une des filles est partie s'établir, non loin, à Gourin. Mais la Grande Guerre est venue changer la donne : deux des garçons sont morts, encore célibataires, au front, cependant que leur frère aîné, Bertrand M. (1882-1964), décidait, à l'issue du conflit, de s'expatrier à Nantes, où il est entré dans la police. Ne sont donc demeurés sur place que deux des six membres de la fratrie originelle, un garçon et une fille. Le premier est resté célibataire, et quant à sa sœur, si elle a bien fondé un foyer à Scaër, elle a vu ses enfants en partir à l'âge adulte. Voici comment, au bout du compte, aucun des petits-enfants de Marie-Anne L. n'a vécu à Scaër ou dans ses environs : nous sommes là en présence d'un cas de dissociation complète entre une lignée et le foyer de la famille. Précisons enfin que les membres de cette génération 4 se sont fixés à Nantes et sur la côte cornouaillaise, et que plusieurs d'entre eux sont entrés dans la fonction publique.

En résumé, si l'on s'en tient aux quatre lignées principales, il apparaît que la dispersion de la famille L. varie sous deux principaux rapports : son ampleur, mesurée en fin de processus, c'est-à-dire à la génération 4, mais aussi son rythme qui, lui, n'apparaît qu'en comparant, au sein de chaque lignée, les comportements des générations 2, 3 et 4. Il est possible, à ce point de vue, de distinguer trois types de mouvement. Deux lignées se dispersent à un rythme en quelque sorte constant, entendons que le mouvement de dispersion, envisagé à l'échelle des générations 2 à 4, est *grosso modo* continu : ce sont les lignées 1 et 7. Deux autres connaissent une décélération à la génération 4 : une décélération brutale – presque un arrêt – dans le cas de la lignée 2, une décélération plus légère dans le cas de la lignée 5. Enfin, à l'inverse, la lignée 8 subit un mouvement d'accélération

à la génération 4. Ainsi la mobilité des lignées 1 et 7 est-elle équitablement partagée entre les générations 3 et 4, alors qu'ailleurs elle est plus spécialement attachée à une génération : à la génération 3 dans le cas des lignées 2 et 5, à la génération 4 dans le cas de la lignée 8.

Lignées, dispersion, mobilité

Ces deux ordres de variation doivent être interprétés. Au vu des informations collectées, nous pouvons en premier lieu poser l'hypothèse que le comportement du fondateur de lignée a pesé sur le comportement spatial de sa postérité de trois façons : par le fait qu'il s'est ou non différencié lui-même de sa propre origine, qu'il a eu ou non beaucoup d'enfants, qu'il a ou non œuvré à la promotion sociale de ces derniers. Il n'est que de revenir aux lignées dont nous avons examiné la destinée socio-spatiale. Le fondateur de la lignée 1, qui, rappelons-le, est de loin la plus sédentaire, ne possède apparemment aucun des caractères poussant à la mobilité : Louis L. fut, comme son père, cultivateur à Scaër, il a eu six enfants, enfin rien n'indique qu'il ait projeté sur eux un quelconque idéal de réussite. Tout à l'opposé, la lignée 8, qui est la plus éloignée du berceau scaërois, a été fondée par le seul membre de la fratrie qui a rompu avec l'activité agricole, et même, à certains égards, avec la vie rurale. Par ordre de dispersion décroissant, nous trouvons ensuite la lignée 5, la lignée 2, enfin la lignée 7. Or, comme nous l'avons vu, il est deux faits, dans la vie de Jean L., le fondateur de la lignée 5, qui peuvent rendre compte de la plus grande dispersion de sa descendance : il a lui-même quitté sa commune natale et eu un très grand nombre d'enfants. Restent Bertrand L. fils et Pierre L. Comme leur frère Louis, tous deux ont reproduit la vie de leur père, sur le plan spatial comme sur le plan professionnel, le nombre de leurs enfants est à la fois voisin, et, rapporté à la fécondité de leurs frères et de leur sœur, intermédiaire ; mais Bertrand L. fils se distingue de Pierre L. par le fait d'avoir reçu une formation scolaire, et, par suite, d'avoir déployé vis-à-vis de ses enfants un projet éducatif volontariste, destiné à favoriser leur réussite scolaire et sociale.

Cette hypothèse a pour elle de s'accorder avec les principaux enseignements livrés par l'étude des migrations. Ainsi sait-on bien que le patrimoine foncier joue un rôle généralement fixateur sur qui le possède⁶³, en sorte qu'il n'est pas étonnant qu'en se coupant de la terre, Marie-Anne L. ait *de facto* doté sa descendance d'une plus grande faculté de déplacement. Que, par ailleurs, un lien ait existé entre aspiration à la promotion sociale et migration n'est pas non plus douteux, particulièrement au tournant du xx^e siècle, à une époque où les élites locales – et pas seulement les élites

63. RENAHY, Nicolas, DÉTANG-DESSENDRE, Cécile et GOJARD, Séverine, « Deux âges d'émigration ouvrière. Migration et sédentarité dans un village industriel », *Population*, 58/6, 2003, p. 707-738.

conservatrices – se plaisent à fustiger, non sans quelque raison d'ailleurs⁶⁴, la fascination exercée sur les jeunes ruraux par les emplois publics⁶⁵. Sans doute est-ce la relation entre fécondité et mobilité qui est aujourd'hui la plus sujette à caution, mais on peut assurer qu'elle conserve une certaine validité⁶⁶. Il paraît donc raisonnable d'avancer que le comportement du fondateur de lignée *fait bien trace* au sein de sa postérité en ce qu'il détermine, au moins pour partie, la distance au berceau familial des lieux de vie de ses descendants.

Peut-on toutefois aller jusqu'à soutenir que ce comportement induit la transmission, de génération en génération, d'une propension différentielle à la mobilité individuelle? Pour le savoir, nous avons tenté de mesurer la mobilité des membres de la génération 4 en définissant, dans un modèle probit, la mobilité au sens strict par l'existence d'une dissociation entre lieu de naissance et lieu de vie. Le tableau reproduit en annexe révèle que la variable « lignée d'appartenance » n'a aucun effet significatif sur la mobilité des individus de la génération 4, en particulier ceux des lignées les plus fécondes – les seules pour lesquelles les résultats peuvent être considérés comme pleinement valables. Tout juste le modèle 4 fait-il apparaître une différence de comportement entre la lignée 2 et la lignée 1 ; mais elle doit être plus sûrement rapportée au fait que ces deux lignées se distinguent sur le plan de la composition socioprofessionnelle, la lignée 2 comptant plusieurs enseignants et professionnels libéraux et la lignée 1 étant encore majoritairement constituée de cultivateurs. Ajoutons que ni le fait d'appartenir à une lignée de la famille L. par son père ou par sa mère, ni même le fait d'avoir, à la génération 3, des parents mobiles ou sédentaires, n'a d'incidence visible sur la mobilité des individus de la génération 4⁶⁷. Nous ne repérons donc ici aucune hérédité des comportements migratoires.

Comment, dès lors, expliquer les différences de mobilité constatées à la génération 4? L'examen des variables les plus classiquement mobilisées pour rendre compte de la mobilité individuelle montre qu'aucune d'entre elles n'est à proprement parler décisive. Ainsi de la profession exercée par les individus de la génération 4. Il est, à ce sujet, particulièrement notable que l'exercice d'une profession agricole ne paraît pas vraiment limiter la propension à migrer, alors qu'on pouvait à bon droit s'attendre au résultat inverse⁶⁸. Compte tenu des limites inhérentes à notre documentation,

64. HOUTE, Arnaud-Dominique, *Le métier de gendarme au XIX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 238-241.

65. LE BAIL, Georges, *L'émigration rurale...*, *op. cit.*, p. 91-93.

66. ROSENAL, Paul-André, *Les sentiers invisibles...*, *op. cit.*, p. 184.

67. Ce constat diffère donc de celui que fait, au moyen de données certes quelque peu différentes, Jan Kok au sujet de garçons (12-25 ans) issus du milieu rural et ayant vécu entre 1850 et 1940 aux Pays-Bas (Kok, Jan, « Youth Migration and its family setting. The Netherlands (1850-1940) », *The History of the Family*, 2/4, 1997, p. 518-519).

68. Ainsi l'emploi agricole (*farmer*) a-t-il des effets négatifs sur la première migration des conscrits étudiés par Lionel Kesztembaum (« Cooperation and Coordination among Siblings : Brothers' Migration in France 1870-1940 », *The History of the Family*, 13/1, 2008,

on sera certes, plus prudent, s'agissant de la configuration familiale et du sexe. Les deux premiers modèles laissent en effet penser que les cadets et les individus issus de fratries nombreuses sont particulièrement mobiles et suggèrent donc que le rang de naissance et la taille de la fratrie pèsent sur la propension à migrer, alors que les modèles 3 et 4 tendent à montrer que le rang de naissance est au contraire sans incidence sur la mobilité⁶⁹. Le sexe paraît même quelque peu peser sur la mobilité individuelle, à une époque où l'on sait pourtant bien que les comportements migratoires des hommes et des femmes convergent, au moins en termes de fréquence⁷⁰. Il reste qu'aucune de ces variables ne rend compte des différences mises au jour d'une manière à la fois générale et probante. En définitive, la seule qui soit vraiment convaincante est la période de naissance des individus de la génération 4 : dans les deux modèles où elle est intégrée, il apparaît que les individus nés avant 1903 sont nettement plus enclins à la migration que ceux nés après cette date, que ces derniers aient vu le jour avant la Première Guerre mondiale ou après. Sans doute la conjoncture entendue *lato sensu* explique-t-elle cette différence. Car si l'exode rural s'intensifie avec le temps et que l'on est donc fondé à penser qu'il a prioritairement touché les derniers-nés de la génération 4, il ne faut pas oublier, en sens inverse, que, d'une part, les plus âgés forment la génération – au sens historique – frappée de plein fouet par la Grande Guerre et que la fin du conflit a, on le sait, momentanément dopé les mouvements de population, et que, d'autre part, la rétraction du marché du travail au cours des années 1930 a certainement favorisé la tendance au repli, donc à la sédentarité, des plus jeunes représentants de la génération 4.

En résumé, si l'influence de la lignée est manifeste sur la dispersion de la famille L, elle est nulle ou presque sur la mobilité individuelle de ses membres, laquelle est essentiellement déterminée par l'évolution de la conjoncture entendue au sens large.

Bilan provisoire

L'objectif de cette étude était de tirer tout le fruit possible de cette généalogie exceptionnellement riche, de l'exploiter sous toutes les coutures afin de suggérer au premier chef un autre regard sur l'histoire des migrations bretonnes à l'époque contemporaine. Au bout du parcours, il semble que les divers constats mis au jour autorisent à entrer en discussion avec l'historiographie existante sur un double plan.

p. 96). Voir aussi, sur cette question, COURGEAU, Daniel, « Mobilité et migrations », dans DUPÂQUIER, Jacques (dir.), *Histoire de la population française*, Paris, Presses universitaires de France, éd. 1995, p. 440.

69. C'est le cas également dans l'étude précitée de Lionel Ketzsembaum, sachant cependant que, là encore, les données utilisées ne sont pas tout à fait comparables aux nôtres (« Cooperation... », *art. cit.*, p. 93-94).

70. MOCH, Leslie Page, *Moving Europeans. Migration in Western Europe since 1650*, Bloomington, Indiana University Press, 2003, p. 6-13.

S'agissant de ses résultats concrets, cette étude de cas ne corrobore pas franchement l'idée si répandue selon laquelle les campagnes bretonnes auraient été littéralement frappées par l'exode de longue distance à compter de la fin du XIX^e siècle. L'examen de la dispersion de la famille L. à la génération 4 a bien plutôt révélé l'assez forte capacité de rétention du territoire d'origine. Rappelons qu'au cours du siècle qui a suivi le décès de Bertrand L., survenu en 1869, 26 % de ses 140 arrière-petits-enfants ont passé l'essentiel de leur vie à Scaër, et qu'en excluant ces sédentaires du calcul, en restreignant donc celui-ci aux petits-enfants de migrants, et/ou enfants de migrants et/ou migrants, 50 % des individus composant la cohorte se répartissent encore dans le Finistère et le Morbihan, et, chiffre peut-être plus éloquent, 59 % au sein de la Bretagne historique. Il est donc impossible d'appliquer à la famille L. le jugement de Claude Geslin selon lequel « la plus grande partie de l'émigration se dirige vers les autres départements français⁷¹ » au début de la Troisième République, de même qu'il est difficile de soutenir à son propos que « le surpeuplement rural [n'a été] nullement allégé par les mouvements migratoires internes⁷² », en perspective longue tout du moins. On pourra, certes, objecter que cette étude de cas n'est pas représentative du comportement migratoire majoritaire des Bas-Bretons au cours de la période courant de 1850 à 1950 ; en vérité, rien ne permet actuellement d'étayer ce jugement, comme rien ne permet non plus de l'infirmer.

Nous souhaiterions néanmoins proposer une hypothèse d'un ordre plus général en vue de rendre compte de l'inadéquation constatée entre les résultats de cette enquête et les vues les plus couramment admises par l'historiographie des migrations bretonnes. Nous pensons que ces vues sont trop construites, encore aujourd'hui, sur les travaux de l'abbé Gautier, qui, une fois passée l'époque même de leur publication, ont cessé d'être critiqués, lors même qu'ils sont sous-tendus par plusieurs présupposés propres à biaiser toute entreprise de généralisation hâtivement menée. Explicitons ces postulats. Les travaux de l'abbé Gautier font d'abord une part prépondérante aux émigrants originaires des Côtes-du-Nord⁷³, c'est-à-dire d'un département où, du fait d'une combinaison de facteurs tels que l'exiguïté des exploitations agricoles, l'essor de la mécanisation agricole, l'effondrement de l'industrie toilière ou la faiblesse de l'urbanisation, la surpopulation rurale a atteint son point critique très précocement⁷⁴. Cette

71. GESLIN, Claude, « Une société en mouvement », dans GESLIN, Claude et SAINCLIVIER, Jacqueline, *La Bretagne dans l'ombre de la III^e République*, Rennes, Ouest-France, 2005, p. 280.

72. LEBAHY, Yves, « Emigration », dans CROIX, Alain et VELLARD, Jean-Yves (dir.), *Dictionnaire du patrimoine breton*, Rennes, Apogée, 2000, p. 355.

73. *Un siècle d'indigence. Pourquoi les Bretons s'en vont... et La dure existence des paysans et des paysannes* portent exclusivement sur ce département ; quant à *L'émigration bretonne...*, s'il possède une ambition plus large, son auteur reconnaît lui-même qu'il accorde « une part prépondérante aux originaires des Côtes-du-Nord » (*L'émigration bretonne...*, op. cit., p. 7).

74. LE GUEN, Gilbert, « Types régionaux d'évolution démographique en Bretagne », *Norois*, 28, 1960, p. 389-405.

focalisation tiendrait d'ailleurs au fait que l'abbé Gautier, dinannais d'origine, aurait été personnellement marqué par l'ampleur de l'hémorragie démographique subie par son Poudouvre natal⁷⁵. Deuxièmement, pour dénombrer les Bretons émigrés, l'abbé Gautier procède essentiellement par observation au point d'arrivée, en utilisant, par exemple, les recensements de population et les listes électorales de Paris et sa banlieue⁷⁶, méthode qui, on le sait, tend à renforcer mécaniquement l'impression que les flux sont dirigés vers de gros pôles urbains, ceux où, précisément, l'observation a été pratiquée⁷⁷. Enfin, les ouvrages d'Élie Gautier sont sous-tendus par une vision globalement négative de l'émigration, qui tout à la fois s'inscrit dans le prolongement de l'urbaphobie apparue au début du XIX^e siècle et, un siècle plus tard, contribue à l'intensification de ce sentiment, particulièrement au sein du clergé breton⁷⁸; comme le dit André Meynier en une phrase lapidaire : pour lui, « l'émigration est mauvaise en elle-même⁷⁹ ». Au total, parce que ces présupposés ont été trop rarement pris en considération, le tableau des migrations bretonnes brossé par notre prêtre historien a fini par s'imposer avec l'apparente objectivité des mises au point qu'aucune contre-enquête n'est venue discuter, et par léguer à l'historiographie ultérieure ce que nous serions tentés d'appeler un « inconscient misérabiliste », repérable encore dans nombre de travaux actuels.

Nous ne prétendons évidemment pas révoquer en doute l'idée que les Bretons ont massivement émigré hors de leur région; le fait est suffisamment établi pour qu'il soit besoin d'y revenir. Nous suggérons seulement que parce qu'elle s'est globalement inscrite dans le sillage des travaux de l'abbé Gautier, l'historiographie des migrations bretonnes a perpétué, le plus souvent à son corps défendant, deux des principales lacunes qui entachent ces travaux : l'occultation des migrations internes à la Bretagne et celle des migrations internes au monde rural, les unes ne recoupant au reste que partiellement les autres. Il faut d'ailleurs rendre justice aux premiers lecteurs de l'abbé Gautier d'avoir pointé ces deux faiblesses. En fils d'instituteur biographiquement sensible aux migrations de proximité, Maurice Le Lannou lâche ainsi, lorsqu'il rend compte – sévèrement – de *Un siècle d'indigence. Pourquoi les Bretons s'en vont...* et de *La dure existence des paysans et des paysannes* :

« Les migrations internes sont passées sous silence. Leur étude eût pourtant éclairé le problème de l'émigration. Il y a, en Bretagne, de lents mais sûrs mouvements de substitutions démographiques : le pays de Goello (rive occidentale de la baie de Saint-Brieuc), privé de ses cultivateurs originels

75. LAURENT, Pierre, « Les Bretons de Paris et l'abbé Élie Gautier : témoignage », *Bretagne et Religion*, tome 1. *Travaux de la section Religion de l'Institut culturel de Bretagne*, Rennes, Institut culturel de Bretagne, 1990, p. 94.

76. GAUTIER, Élie (abbé), *L'émigration bretonne...*, op. cit., p. 165-183.

77. ROSENTAL, Paul-André, *Les sentiers invisibles...*, op. cit., p. 28-33.

78. LAGRÉE Michel, *Religion et cultures...*, op. cit., p. 336-338.

79. MEYNIER, André, « L'émigration bretonne vue par M. l'abbé Élie Gautier », *Annales de Bretagne*, 59/1, 1952, p. 139.

par l'appel de la Marine, voit chaque année des paysans trégorrois et cornouaillais, qui finissent, dans certaines communes, par être en majorité : remise en place remarquable qui eût bien mérité d'être interprétée ; il y avait au moins, puisque l'on se propose d'étudier l'émigration bretonne, une sous-traction à faire⁸⁰. »

Ce sont ces flux encore grandement méconnus que met au jour, croyons-nous, la généalogie L. Cela justement parce qu'elle s'écarte des travaux de l'abbé Gautier sous deux rapports : elle ne concerne pas une famille pauvre, une de ces familles de journaliers du Centre-Bretagne qu'on érige – à bon droit d'ailleurs – comme la famille typiquement candidate à l'émigration lointaine, mais une famille de paysans assez aisés – du moins au départ – et enracinés de la Cornouaille intérieure ; elle ne focalise pas seulement l'attention sur les individus ayant quitté leur commune natale, encore moins sur les hommes et femmes qui ont effectué les pérégrinations les plus lointaines, mais sur tous ceux dont il a été possible de suivre la trace, ceux qui sont restés sur place comme les autres, et, parmi ces derniers, ceux qui ont tenté leur chance outre-Atlantique comme ceux qui ont fait leur vie à 5, 10 ou 20 kilomètres. Gageons en conséquence qu'il y aurait un grand fruit à multiplier les enquêtes qui, comme celle-ci, pistent les migrants – tous les migrants – dans le sens même de leur parcours. Des généalogies descendantes traitées en série pourraient ainsi contribuer à modifier significativement le regard porté sur les migrations bretonnes, dans le sillage de l'impressionnante enquête menée outre-Manche par Colin G. Pooley et Jean Turnbull⁸¹ ; mais d'autres méthodes de recherche encore sont à inventer⁸². Ce faisant, l'histoire de la Bretagne s'approprierait avantageusement les apports les plus significatifs des recherches menées au niveau national et international depuis une vingtaine d'années.

Cette étude de cas n'est pas non plus sans présenter quelque intérêt sur un plan plus théorique. Certes, qu'elle ne prenne pas en compte le « passé migratoire » des conjoints limite la possibilité d'en comparer terme à terme les enseignements aux conclusions des autres enquêtes de même visée, en particulier l'enquête TRA. Cette réserve posée, nous pouvons malgré tout estimer qu'elle invite à reconsidérer l'intensité et l'exclusivité de la relation existant entre fait migratoire et configuration familiale. Sans évidemment nier que l'acte migratoire s'inscrit dans un processus collectif faisant intervenir, comme point d'appui, la famille ou la communauté d'origine, les résultats obtenus conduisent en effet à nuancer le rôle de la famille, et précisément de la lignée, dans les comportements migratoires individuels,

80. LE LANNOU, Maurice, « Sur l'émigration bretonne », *Annales ESC*, 7/1, 1952, p. 97.

81. POOLEY, Colin G. et TURNBULL, Jean, *Migration and mobility in Britain...*, *op. cit.* Cette enquête a renouvelé la connaissance des mouvements migratoires britanniques au moyen de l'exploitation statistique de 16 000 généalogies.

82. On pense, par exemple, à l'exploitation statistique des mentions marginales des dates et lieux de mariage et de décès, qui se multiplient sur les actes de naissance à compter de la fin du XIX^e siècle, travail curieusement négligé jusqu'ici par les historiens des populations. 2013-11-13T15 : 44 : 12.

et à rappeler que d'autres facteurs, exogènes, d'ordre économique notamment, pèsent concurremment sur ces comportements, qui plus est d'une manière qui peut s'avérer décisive. En tout cas l'histoire la famille L. révèle que, dans certains cas au moins, l'effet de génération – au sens de cohorte de naissance – prime, et de beaucoup, l'effet de lignée.

De là une dernière remarque, en forme d'hypothèse : de ce que certains travaux actuels tendent manifestement à valoriser, voire survaloriser, la lignée comme facteur déterminant de la mobilité individuelle, ne faut-il pas chercher l'explication dans le fait généalogique lui-même ? Entendons : la *visualisation* des généalogies, sous forme d'arbres, ne produirait-elle pas *ipso facto* l'impression fallacieuse qu'à toute lignée est attachée une certaine héritabilité des comportements migratoires ? Parce que l'une des lignées de la famille L. a quitté le foyer scaërois, on pourrait être ainsi tenté de voir – au sens propre – en elle un groupe d'individus spécialement mobiles, alors même que, nous l'avons vu, la transmission d'une génération à l'autre d'un comportement migratoire spécifique s'avère en définitive, sinon inexistante, du moins très limitée, tant au sein de cette lignée que dans les autres. Méthodologiquement, l'intérêt de cette étude de cas serait alors de délivrer de la tentation consistant à croire que l'enracinement géographique ou la dispersion géographique des familles façonnent des comportements individuels portés, dans le premier cas à la sédentarité, dans le second cas à la mobilité. Selon nous, pareille vue fait fi du phénomène de ré-enracinement, qui opère aussi bien en ville qu'à la campagne et que la démographie n'a peut-être pas suffisamment pris en compte pour le *xx^e* siècle ; elle repose vraisemblablement sur le préjugé inconscient selon lequel les lignées qui composent une généalogie descendante possèdent, au minimum une réalité, au maximum une identité, et sont ainsi de véritables acteurs migratoires.

Annexe 1 – Mobilité entre le lieu de naissance et le lieu de vie des arrière-petits-enfants de Bertrand L. (effectif : 121)

Lecture du tableau : pour chacun des quatre modèles, la régression probit permet de déterminer la significativité (z) de chaque modalité de variable par rapport à la modalité de référence, toutes choses égales par ailleurs (quels que soient les autres attributs des individus). La significativité d'une modalité de variable à 1 % (de risque qu'elle ne le soit pas) est notée ***, celle d'une modalité de variable comprise entre 1 % et 5 % est notée **, celle, enfin, d'une modalité de variable comprise entre 5 et 10 % est notée *. Un coefficient positif indique une augmentation de la probabilité de la modalité correspondante par rapport à la probabilité de la modalité de référence alors qu'un coefficient négatif indique une baisse de cette même probabilité. Par exemple, dans le modèle 2, pour la variable « période de naissance », le fait d'être né après 1920 réduit significativement la mobilité des individus par rapport au fait d'être né avant 1903 (modalité de référence de la variable), quelles que soient les autres caractéristique d'un individu (sexe, rang dans la fratrie, profession etc.)

Les enseignements d'une généalogie cornouaillaise

	Modèle 1		Modèle 2		Modèle 3		Modèle 4	
	Coef.	Z	Coef.	Z	Coef.	z	Coef.	Z
Sexe (ref. : masculin)								
Féminin	.2867849	0.028**	.8468835	0.007***	.3987806	0.138	.5240627	0.067*
<i>Position & taille des fratries (ref. : Aîné de gde fratrie)</i>								
Aîné de petite fratrie					.3474147	0.531	.7938103	0.192
Intermédiaire					-.6662735	0.102	-.4617897	0.272
Cadet de petite fratrie					.0240115	0.963	.6565009	0.279
Cadet de gde fratrie					-1.403507	0.004***	-.8272281	0.134
Sans objet					-1.844641	0.050	-1.539359	0.113
<i>Rang de fratrie (ref. : Aîné)</i>								
Position intermédiaire	.3409592	0.046**	-.6223829	0.082*				
Cadet	.3645135	0.011**	-.3636685	0.391				
Enfant unique	.9958591	0.013**	-2.509547	0.013**				
<i>Taille de la fratrie (ref. : moins de 4)</i>								
4	.3837233	0.180	-.8423189	0.047**				
5	.5688194	0.002***	-2.447787	0.000***				
6 à 9	.4856372	0.494	-1.254752	0.039**				
<i>Lignée d'appartenance (ref. : branche 1)</i>								
Branche 2	.4536034	0.569	.8518355	0.101	.7830348	0.058	1.097714	0.015**
Branche 3	.8153923	0.058*	3.242993	0.003***	.5514558	0.418	1.522376	0.087*
Branche 4	.6687385	0.200	-1.465345	0.037**	-.4167972	0.519	-.6299673	0.336
Branche 5	.4921214	0.322	.7114367	0.280	-.449676	0.347	.3831087	0.540
Branche 6	1.044812	0.278	-.6161926	0.612	-1.326086	0.164	-.8553537	0.419
Branche 7	.5256048	0.052*	.9194085	0.301	-.7446717	0.132	.5655278	0.493
Branche 8	.7576174	0.905	1.32225	0.143	-.9418013	0.143	-.0036382	0.996
<i>Lieux de naissance (ref. : Scaër et environs proches)</i>								
Départements 29/56	.5344121	0.431	-.3741689	0.501	.2710433	0.547	.3140069	0.506
Au-delà	.6200056	0.595	.8690211	0.201	.919441	0.089*	1.123363	0.051*
<i>Appartient à la généalogie par (ref le père)</i>								
Par la mère	.3829691	0.454	-.6972445	0.108	.3331979	0.969	.4002976	0.321
<i>Mobilité des parents (ref : non)</i>								
Oui	.4006154	0.053*	.6309193	0.129	.3418351	0.323	.3550433	0.502
<i>Profession (ref : cultivateur)</i>								
Emploi non agricole	.4395534	0.179	.5869527	0.200	.4264524	0.230	.4494832	0.184
Ind.	.374132	0.553	.2608479	0.501	.3612185	0.801	.3784794	0.595
<i>Période de naissance (ref : 1890-1903)</i>								
1904-1909			-.4010308	0.417			.4719657	0.958
1910-1913			-1.629939	0.012**			.5597673	0.055*
1914-1920			-1.853117	0.017**			.6757414	0.130
après 1920			-2.933966	0.006***			.8811633	0.048**
Constante	.6575347	0.655	1.058759	0.181	-.2677695	0.680	-.3299739	0.630
Pseudo R2	0.2145		0.2739		0.2007		0.2383	
Prob>chi2	0.0080		0.0019		0.0109		0.0077

RÉSUMÉ

Suite à la découverte d'une généalogie bas-bretonne complète en ligne masculine et féminine, cet article se propose de réinterroger l'histoire des migrations bretonnes au cours du XIX^e et de la première moitié du XX^e siècle. À rebours d'une historiographie le plus souvent focalisée sur les migrations de longue distance et dirigées vers l'extérieur de la Bretagne, l'enquête prend ici en compte l'ensemble des mouvements réalisés par les membres d'une famille, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région. Après avoir présenté les conditions de constitution de la source utilisée (une généalogie de 206 individus répartis en quatre générations), l'article analyse la dispersion de cette famille, génération après génération, et souligne la capacité, finalement surprenante, de rétention du territoire d'origine. Puis, à travers une analyse économétrique des comportements des membres de la quatrième génération, il tente de mettre en évidence les facteurs sociodémographiques qui ont eu l'impact le plus fort sur la mobilité des individus étudiés. L'article s'adjoint une réflexion méthodologique sur les ressorts de la migration. Le recours à la généalogie, plutôt qu'au recensement des lieux d'arrivée des migrants, conduit à redessiner la carte des mouvements ainsi qu'à en relativiser la fréquence, tandis que la prise en compte, grâce à la généalogie, du passé migratoire familial conduit à discuter le poids des configurations familiales dans ces mêmes mouvements et, à l'inverse, invite à souligner l'importance de facteurs explicatifs exogènes, liés au contexte économique notamment.

ABSTRACT

Following the discovery concerning a complete genealogy of a Bas-Breton – both male and female – lineage, the goal of this article is to re-examine the history of Breton migrations in the course of the nineteenth and the first part of the twentieth centuries. Most of the time, historiographical writing has focused on long-distance migrations heading outside Brittany. In contrast, this survey takes into account all the migratory movements of members of a same family, within as well as without the region. After having examined the conditions in which the source – a genealogy of 206 individuals covering four generations – was created, the article analyses the scattering of that family, generation after generation. It underlines the – surprising – ability to remain on their native land. Then, through a behavioural econometric analysis of the members of the fourth generation, it tries to bring out the social-demographic factors that had a major impact on the mobility of the people studied. The article adds a methodological reflection on the determining elements of the migration. Resorting to genealogy rather than to the census of the places where the migrants settled redraws the map of migration and puts into perspective its frequency. Taking into account the family's migratory past – thanks to genealogy – enables us to consider the influence of family layouts in these very movements and, conversely, helps us underline the importance of the exogenous explanatory factors linked, amongst others, to the economic context.